



AMBASSADE DE SUISSE
AU SÉNÉGAL

DAKAR, le 9 janvier 1980

rue René N'Diaye
(angle rue Seydou Nourou Tall)
B. P. 1772
Tél. 22.58.48
21.30.62

Réf.: R.P. no 1 - NI/by

in ci
CONFIDENTIEL
=====

an						a/a
Datum						
Visa						
EDA						
Ref. p. A. 21. 01.						

LE SENEGAL ET L'ISLAM

Musulman à plus de 85 % de sa population, le Sénégal ne peut pas ne pas être concerné par les événements du monde islamique et en particulier par la révolution et la mise en place d'une république islamique en Iran.

Ainsi, un Front islamique de libération, qui serait financé par la Libye, a vu le jour il y a quelque temps. Son but serait la libération des populations rurales opprimées par le pouvoir. Le chef de ce Front, Cheikh Ahmed Khalifa Niassé, demandait également la formation d'une république islamique. Ce personnage, qui est un lointain parent du Khalife général des Niassènes et un cousin éloigné de l'actuel ministre des affaires étrangères, Mustapha Niassé, est actuellement en fuite et fait l'objet de poursuites judiciaires de la part des autorités sénégalaises pour escroquerie. De plus, comme il annonçait la création d'un parti politique, le parti islamique "Hizboulahi" (parti de Dieu), il est également poursuivi pour violation de la constitution. Par rapport à la loi, il s'est placé dans une position d'opposition, aggravée par la référence explicite à la religion. La réaction du gouvernement sénégalais a été prompte. Le Premier Ministre Abdou Diouf a déclaré : "Nous démasquerons tous ceux qui, s'habillant d'un manteau pseudo-religieux, essaieront de se livrer, soit à des activités contre la sûreté



intérieure de l'Etat, soit à des actes de banditisme."

De son côté, le quotidien "Le Soleil" écrivait : "Le vers est dans le fruit; il faut l'en extraire, au risque de laisser mettre en cause, non seulement la cohabitation fraternelle des confessions et la laïcité de l'Etat, mais encore l'existence même de celui-ci et de la nation. Nous avons bien d'autres préoccupations, et d'un ordre autrement plus vital, pour que puissent être tolérés les 'ayatollaillons!'"

Il faut toutefois relever que les activités des divers mouvements islamiques d'étudiants à Dakar sont en augmentation. Il y a quelque temps, un rassemblement d'une association d'étudiants islamiques aurait été dispersé par la police. La situation économique du Sénégal pourrait en effet inciter ces étudiants, dont l'avenir n'est pas toujours assuré, à se prononcer en faveur d'un intégrisme islamique à la Khomeiny. Certains d'entre eux, déçus par le marxisme-léninisme, et dégoûtés par la corruption qu'ils attribuent au régime en place, voient dans l'Islam la seule force capable de modifier la situation politique du Sénégal. L'influence grandissante de la pensée islamique sur les étudiants doit être suivie avec la plus grande attention.

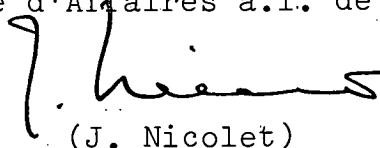
Lors d'une interview qu'il a accordée il y a quelque temps au correspondant de l'Agence France Presse à Dakar, le Président Senghor a déclaré catégoriquement qu'aussi longtemps qu'il serait Président, la religion et la politique ne se mélangeraient pas. Se référant à la fondation illégale d'un parti politique islamique, il a dit : "Parti islamique ou pas islamique, le problème n'est pas là. C'est que la constitution n'autorise que quatre partis déjà existants - conservateur, libéral, socialiste, marxiste - et non un cinquième. Le gouvernement sévira avec une rigueur inflexible contre tout essai

de violer la loi, quel que soit le prétexte invoqué, car tout cela n'est que prétextes: tantôt on évoque la religion, tantôt les problèmes économiques, demain on invoquera la race, etc, etc, la loi, c'est la loi."

On peut donc être assuré qu'avec le Président Senghor aux commandes, l'influence de l'Islam au Sénégal ne dépassera pas certaines limites. Le Président a du reste su s'allier les dirigeants des communautés islamiques traditionnelles (Mourides, Tidjanides, Niassenes, etc.) en leur accordant des faveurs et des privilèges qui les attachent au régime et les englobent dans les structures de l'état. Cependant, il ne fait pas de doute que les communautés islamiques feront sentir leur influence sur le successeur du Président Senghor et tenteront une islamisation de la politique intérieure et extérieure du pays. L'influence croissante des pays arabes sur la politique mondiale permet de supposer que le Sénégal pourrait être tenté, dans l'après-Senghor, de s'appuyer sur le groupe des états arabes, aussi bien politiquement qu'économiquement.

En conclusion, on peut dire qu'il est vraisemblable que lorsque le Président Senghor quittera la scène politique sénégalaise, les Musulmans tenteront de jouer un rôle beaucoup plus important que c'est actuellement le cas. Si par malheur la succession devait être accompagnée de troubles et d'instabilité, l'on ne pourrait alors exclure une poussée des tendances islamiques dures. Quelle influence pourrait avoir la mentalité islamique sur le développement du Sénégal ? On n'en sait rien. Pourtant, toutes sortes d'indices à cet égard montrent que l'élite du pays est préoccupée par l'avenir du Sénégal, d'où un certain malaise et les questions parfois angoissantes que l'on se pose.

Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse



(J. Nicolet)